



Au delà de Cash Investigation

Le dernier reportage de *Cash Investigation*, "Travail, ton univers impitoyable", a beaucoup fait parler de lui car il nous présente les coulisses du travail dans les entreprises Lidl et Free. Élise Lucet et son équipe sont donc partis découvrir le travail aussi difficile et physique qu'aliénant des préparateurs de commande chez Lidl et les techniques de management hyper agressives de Free qui licencie et casse les grèves à coup de bulldozer.

Les témoignages sont poignants et les chiffres donnent le vertige: un préparateur de commande chez Lidl lève en moyenne 8 tonnes de produits par jour et les accidents du travail y sont 3 fois plus graves que ceux des autres entreprises du secteur. On est mal à l'aise devant le spectacle sordide qu'offrent ces conditions de travail et on est en colère devant ces responsables et autres directeurs qui tentent de justifier l'injustifiable face à la journaliste.

Le tout se termine par une discussion sur plateau entre Élise Lucet, un économiste et la ministre du travail Muriel Pénicaud, ancienne DRH chez Danone.

Fin. Fin? Faut-il vraiment s'arrêter là? Doit-on se contenter de notre dose mensuelle d'indignation face à la misère, à la véritable merde quotidienne du travail? Mais qui pourrait dire qu'il a appris que la souffrance au travail existe avec ce reportage? On y apprend qu'un quart des salariés vont travailler avec la boule au ventre, plus d'un tiers affirment avoir fait un burn-out et 43% ressentent des douleurs à cause de leur métier. En 2014, le Figaro titrait que « deux français sur trois ont peur le matin en allant au travail ». En 2012, c'est La Tribune qui nous révélait que « le travail stresse 60% des Français ».

Montrer Lidl et Free du doigt en les désignant comme les grands méchants du monde du travail sert-il à quelque chose si on ne se pose pas la question plus générale de savoir ce qui cloche dans notre société?

L'entreprise doit-elle forcément observer une organisation hiérarchique pour fonctionner? Toucher un salaire bien inférieur à la plus-value que nous générons est-il le seul objectif possible du travail? Doit-on encore croire qu'un quelconque gouvernement nous sortira de l'absurdité de notre condition alors que ceux qui nous dominent à travers l'argent ou la politique partagent tant d'intérêts communs? La vie d'un être humain peut-elle

Sommaire:

- Au delà de Cash Investigation p.1
- Remerciements p.2
- Un siècle après la révolution d'octobre:
 - ~La révolution d'octobre en quelques lignes p.2
 - ~Que reste-t-il d'octobre 1917? p.3
- Du pain et des jeux p.4

se résumer à passer 7h par jour à parler à un robot tout en entassant de la bouffe bourrée de pesticides sur des palettes?

La souffrance au travail est une fatalité dans notre société, car elle n'est rien d'autre que l'optimisation de l'exploitation du travailleur au bénéfice des capitalistes qui s'enivrent de pouvoir comme on se shoote à l'héroïne[1]:

« De récentes analyses venant de l'université de Columbia démontrent que les situations de pouvoir modifient les équilibres chimiques dans le cerveau. Ces analyses consistaient à observer des échantillons de personnes occupant des niveaux de pouvoir variés dans des organisations, des entreprises, et ils ont découvert qu'au fur et à mesure que l'on gravit des échelons de pouvoir, on voit une zone du cerveau de plus en plus active – cette zone s'appelle le striatum et elle est remplie de dopamine. Cette zone est très primitive et ferait partie du « circuit de récompense », qui incite l'individu à maximiser ses chances de survie en situations hostiles ou en société, ainsi que ses chances de procréer. Cela va se traduire par la recherche de la meilleure nourriture et des conditions de vie matérielles les plus favorables, et chez l'être humain de rentrées d'argent et des partenaires sexuels les plus nombreux possible. *Suite page 2*



Le pouvoir va donc augmenter ce processus et pousser l'individu à en abuser. Ce dernier aspect vient d'être confirmé par une étude venant des Pays-Bas, réalisée sur 1 561 personnes, où il a été découvert que plus une personne faisait partie d'un échelon élevé dans une entreprise, plus elle avait de partenaires sexuels.

Il faut également savoir que ce système cérébral fait partie d'un système dit « de renforcement » qui, une fois enclenché, va demander à l'être toujours plus. C'est l'assise des drogues et le siège des addictions.

Résultat : plus on a de pouvoir, plus on en veut. »

On voit mal comment les puissants pourraient se détourner de leur addiction au pouvoir pour se découvrir un altruisme qui les conduirait à se soucier réellement du bien être des travailleurs, sans regarder l'impact sur la productivité.

Et les réactions des responsables face à l'équipe de Cash Investigation nous semblent tout de suite moins énigmatiques lorsque l'on découvre que « d'autres études démontrent les processus qui ont lieu dans les situations de pouvoir ; auto-légitimation, surestimation de soi et gonflement surdimensionné de l'ego menant entre autres à rejeter la faute sur l'entourage en cas d'échec dans une situation. »

Les puissants ne sont pas seulement accros au pouvoir, leur cerveau fait inconsciemment tout ce qu'il peut pour qu'ils se croient dans leur bon droit, pour s'inventer un mérite qu'il n'ont pas et ainsi répondre au besoin de « rationaliser » leur position sociale. Et tant que le cerveau humain sera ce qu'il est, les gens de pouvoir, qu'ils soient patrons, politiciens, dirigeants de parti, présidents d'association ou même chefs de presque rien, chercheront à stabiliser et développer leur pouvoir sur les autres.

« Ces analyses mettent en avant ce que nous essayons de prouver depuis très longtemps ; le pouvoir (même sous ses apparences les plus anodines) dépasse les capacités raisonnables de l'être humain. »

Si nous voulons sincèrement mettre un terme à la souffrance et à l'absurdité du travail nous devons repenser la société dans son ensemble. Pas uniquement dans le travail, mais dans notre rapport à la hiérarchie, à l'autorité, au pouvoir.

[1] voir sur le site <http://monde-libertaire.net/?page=archives&numarchive=15539>

Le mercredi 4 octobre l'ALR et la CNT ont organisé une diffusion du documentaire « Ni Dieu Ni Maître: une histoire de l'anarchisme » au Club à Rodez en présence du réalisateur Tancrède Ramonet. Nous tenons à remercier la quarantaine de participants présents, l'équipe pro et sympa du Club ainsi que Tancrède pour sa présence.

Un siècle après la révolution d'octobre

La révolution d'octobre 2017 en quelques lignes

Dès le mois de janvier, puis courant février 1917, de nombreuses grèves et manifestations agitent Petrograd, la capitale de la Russie tsariste. Le mouvement de protestation grandit de jour en jour. Les habitants, épuisés par les difficultés d'approvisionnement dues à la guerre dans laquelle la Russie s'enlise depuis 1914, réclament du pain et lancent parfois « A bas le tsar ! ». En février c'est la grève générale et le 27 les soldats à qui l'on demande de tirer sur la foule se mutinent. Soldats et ouvriers fraternisent.

Aucun des grands leaders révolutionnaires opposants au régime de Nicolas II n'est présent dans la capitale, tous sont en exil : Lénine et Martov en Suisse, Trotski à New York, Tchernov à Paris, Staline en Sibérie. Finalement, une cinquantaine de militants de divers partis révolutionnaires (mencheviques, socialistes révolutionnaires, bolchéviques et travaillistes) qui se sont cooptés s'organisent en « comité exécutif provisoire » et appellent ouvriers et soldats à constituer une assemblée de représentants élus dans les usines et les casernes. Ils sont à peu près six cents délégués : c'est le premier soviet de Petrograd. Pourtant, parallèlement un autre pouvoir s'organise : un gouvernement provisoire composé d'ex députés de la Douma, soucieux d'ordre et favorable au libéralisme. C'est donc un double pouvoir qui va tenter de gérer le pays de février à octobre 1917. Partout, on se constitue en comité : comités d'usine, comités de soldats, comités agraires, comités de locataires, comités de quartier...

En mars, le tsar abdique. En avril, Lénine rentre à Petrograd. La question de la guerre est alors cruciale pour tous. Une offensive est lancée le 18 juin par Kerenski, chef du gouvernement provisoire. Mais c'est un échec : le front recule de 100 à 200 kms et 400 000 hommes sont tués, blessés ou faits prisonniers en quinze jours. Cet échec de la dernière offensive russe va finir de discréditer le gouvernement provisoire. Les casernes sont en ébullition. De violentes manifestations d'ouvriers, de soldats et de marins de Kronstadt ont lieu le 3 et le 4 juillet contre le gouvernement et le soviet. Après de longues hésitations de la direction du parti bolchévique pris de cours, le mouvement finit par être soutenu par les bolchéviques mais l'insurrection

échoue dans la confusion. Des mesures sévères sont prises contre les bolchéviques et les anarchistes, Lénine repart en exil, cette fois en Finlande.

Cependant, dans les campagnes et les usines, les tensions sociales ne cessent de s'aggraver. Dans les usines, le « contrôle ouvrier » est refusé aux comités d'usine par le patronat qui répond aux grèves par le lock-out ; dans les campagnes, les propriétaires, face aux comités agraires qui redistribuent les terres inexploitées, interrompent les ensemencements et demandent au gouvernement d'envoyer la troupe. Aucun des véritables problèmes qui préoccupent la société (le pain, le chômage, la terre, la paix) n'est résolu. Les populations perdent patience et les formes d'autorité traditionnelles s'écroulent : les soldats désertent et massacrent les officiers honnis, les paysans pillent et brûlent les demeures des propriétaires fonciers, les ouvriers occupent les usines et réclament l'instauration immédiate du contrôle ouvrier. Cette radicalisation au cours de l'été 1917 des masses urbaines et rurales ne signifie pas pour autant "bolchévisation". Le contrôle ouvrier s'inscrit dans une perspective auto-gestionnaire, et la coordination de la production doit échoir aux fédérations industrielles de comités d'usines. La paysannerie, plus que la nationalisation de la terre, est favorable au



Réunion de la section militaire du soviet de Petrograd.

« partage noir » c'est à dire à une redistribution ou répartition des terres fertiles. La majorité en tout cas aspire à donner le « pouvoir aux soviets ».

Ce ne sera pas l'avis de Lénine qui souhaite ne pas attendre la bolchévisation des masses et au contraire aspire à prendre le pouvoir rapidement sans avoir à le partager. En octobre 1917, il juge le moment favorable alors que les bolchéviques sont encore minoritaires. C'est un coup de force mené avec quelques milliers de soldats de la garnison, de marins de Kronstadt et de gardes rouges ralliés au comité révolutionnaire de Pétrograd et quelques centaines de militants bolchéviques des comités d'usine. A la différence des journées de février, spontanées et imprévues, les journées d'octobre sont préparées minutieusement par Lénine face à un gouvernement dépassé par la

situation. Les centres stratégiques sont pris (poste, ponts, télégraphe, banques et gares) et on dénombre 5 morts. Dans la nuit du 25 au 26 octobre, sont créés un gouvernement des soviets, entièrement bolchévique et le conseil des commissaires du peuple, présidé par Lénine. Les bolchéviques détiennent à présent l'intégralité du pouvoir.

Que reste-t-il d'octobre 1917 ?

100 ans après cette prise du pouvoir dans l'indifférence des masses populaires, que reste t il de cette révolution, après la chute du Mur, la désagrégation du bloc communiste et la disparition de l'URSS ? Il nous reste, seuls, cinq États aujourd'hui qui se revendiquent héritiers de la révolution d'octobre et du marxisme léninisme : la Chine, la Corée du nord, le Laos, le Vietnam et Cuba, cinq États autoritaires, plus précisément des républiques populaires, entretenant plutôt de bons rapports avec l'économie libérale. Ils se caractérisent encore par un capitalisme d'état, le culte de la personnalité de leur leader et un parti unique. A ceux qui voient dans le communisme « un modèle de transgression du capitalisme », les réalités historiques passées mais aussi présentes encore sous nos yeux dans ces cinq pays prouvent très

clairement le contraire.

De même, la voie autoritaire s'est révélée une voie sans issue : déjà Bakounine l'affirmait avant même l'avènement des bolchéviques au pouvoir : « Prenez le révolutionnaire le plus radical et placez-le sur le trône de toutes les Russies, ou confiez-lui un pouvoir dictatorial [...] et avant un an il sera devenir pire que le Tsar lui-même ». Par delà la dictature, la voie autoritaire n'a pas conduit non plus à l'émancipation des esprits, comme le prouve aujourd'hui le retour de la religion, le patriarcat prédominant et les intolérances les plus rétrogrades en Russie.

Par ailleurs, bien que ni le modèle politique, ni le modèle économique nés de la révolution de 1917 n'aient

résisté à l'histoire, la révolution d'octobre a néanmoins fait la démonstration imparable de l'efficacité de deux principes sur lesquels s'appuie la voie autoritaire mise en œuvre par Lénine : l'organisation et la propagande dans le domaine politique, deux principes largement encore d'actualité. En octobre 1917, Lénine n'a laissé aucune place à la spontanéité des masses et a déterminé avec minutie quels points stratégiques devaient être pris et avec quels type d'hommes. La révolution bolchévique d'octobre préparée, organisée, structurée et menée par un petit groupe d'hommes armés est en cela bien opposée à la révolution de février, populaire, spontanée, brassant hommes et femmes, ouvriers et soldats, bourgeois démocrates, opposants au tsar... A l'oeuvre, il s'agit donc bien d'un art de l'insurrection et plus largement de l'organisation des événements politiques avec pour objectif la prise du pouvoir, leitmotiv de Lénine. Cet art de l'organisation se retrouve encore à l'oeuvre aujourd'hui dans la fausse spontanéité des « Nuits Debout » par exemple, événement politique qui a servi à la promotion du programme de la France Insoumise notamment à travers la tenue d'ateliers « Constituante » et « 6eme République » et ayant abouti à l'élection de celui qui en est à l'origine, François Ruffin lui même.

L'agitprop qui vise à influencer l'opinion en tentant de persuader en agitant les esprits à l'aide d'une rhétorique émotionnelle est également un héritage de la révolution bolchévique. Elle doit s'appuyer sur tous les outils médiatiques existants (film, journaux, livres, théâtre, affiches, ...) et surtout sur les plus modernes et les plus innovants. Jean Luc Mélenchon en hologramme ou omniprésent sur Youtube, les divers coups d'éclats médiatiques relèvent des mêmes procédés : il s'agit d'utiliser les médias de masse en se faisant remarquer par des actions spectaculaires relevant de la provocation. En octobre 1917, c'est Lénine qui sous couvert du « comité militaire révolutionnaire » noyauté par les bolchéviques, prétend parler au nom de tous les prolétaires, proclame « tout le pouvoir aux soviets » comme aujourd'hui Mélenchon prétend incarner la voix de la rue. Lénine de fait détourne le mot d'ordre le plus populaire de la révolution russe qui devient en un tournemain « tout le pouvoir du parti bolchevique sur les soviets ». La propagande donnera naissance de même à un grand mythe autour de la révolution d'octobre : le mythe du Prolétaire guidant le peuple et marchant dans le sens de l'Histoire. Dans la même veine, Eisenstein tourne « Octobre » réalisé en 1929. Ce film donne une représentation épique de la prise du Palais d'hiver , le premier rôle étant donné au peuple en

mis en avant de manière prépondérante par des scènes de foule fréquentes avec jusqu'à 10 000 figurants, ce qui nous éloigne de beaucoup de la réalité historique. Ainsi peu de choses nous reste de ce moment historique : un peu de folklore, beaucoup de mythes et qui plus est, l'idée de communisme discréditée par le terrible échec que fut l'aventure bolchévique.

Du pain et des jeux

Emmanuel Macron exulte: les JO à Paris en 2024 c'est « une formidable reconnaissance de la France » et « cette victoire, c'est la France ». Bref, voilà le vieux rêve de la grandeur de la mère patrie en marche! A la hauteur de ce regain nationaliste un budget tout aussi claironnant : 7 milliards dont 1.5 milliard seront sortis de la poche du contribuable avec promesse de ne pas dépasser le budget bien sur. Mais déjà les dépenses vont bon train, car rien n'est trop grand: 1.5 million d'euros sont déjà consommé pour le simple déplacement à Lima de la délégation française (entre 250 et 300 personnes) en six jours: avion spécialement affrété, hôtels cinq étoiles, restaurants... et visite humanitaire dans un quartier pauvre bien sur, ça va de soi. Bref, la France victorieuse mérite bien ce déploiement de luxe, payé pour moitié par les contribuables français, histoire de les faire participer à la fête. Qu'importe! On promet des retombées économiques, des emplois, mot magique qui fait tout pardonner. Pourtant on se demande bien quels types d'emplois peuvent être créés pour un événement de 15 jours, si ce n'est des contrats de courte durée dans l'événementiel. Les retombées économiques elles aussi sont très relatives et il faudra certainement diviser par trois l'évaluation officielle des retombées attendues, conseillent les experts avec lucidité. Enfin, ne soyons pas mesquin, le prestige patriotique n'a pas de prix... D'ailleurs, on peut voir comment on pare soigneusement l'événement de toutes les vertus. Les JO à Paris seront « verts », mais sans compter les pics de pollution sans précédent déjà annoncés par l'afflux de visiteurs et spectateurs. Les JO seront accessibles et en cela ils s'imposent comme un formidable outil d'intégration des handicapés. Les JO 2024 seront aussi civiques! Car « Défendre les valeurs de l'olympisme c'est aussi œuvrer pour plus d'équilibre, plus de multiculturalisme » nous dit Macron et voici les JO devenus un outil de mixité sociale missionné pour réconcilier la communauté française. Les JO vendent du rêve, nous l'avons bien compris et c'est d'ailleurs là peut être même tout le résumé de l'affaire...